

## « Juifs de France, des sionistes sans sionisme », Le Monde, 31 août 2004.

DÈS 1919, le leader sioniste Méir Dizengoff constatait l'existence de ce qu'il appelait des « sionistes sans sionisme ». Il songeait alors aux juifs ottomans qui n'envisageaient pas pour leur avenir un départ en Palestine. Les plus aisés préféraient ne pas sacrifier leurs intérêts à l'idéal sioniste, ce qui ne manquait certes pas de l'agacer.

Cette situation perdurera après la fondation de l'Etat d'Israël. Les émigrants seront recrutés plutôt parmi les masses pauvres. Et les émigrations en nombre se feront généralement sous l'effet de contraintes politiques ou économiques. Elles seront parfois provoquées et organisées, comme celle d'Irak, ou plus tard celle des Russes, préparée patiemment dès 1952.

Dans le sillage de la décolonisation, dès la fin des années 1950, les juifs du Maroc et de Tunisie à leur tour s'installent majoritairement en Israël, tandis que les juifs d'Algérie, citoyens français depuis 1870, choisissent l'Hexagone.

L'émigration d'Europe et des Etats-Unis sera toujours sporadique et numériquement insignifiante. Qu'il y ait eu des émigrations individuelles, par adhésion aux grands principes du sionisme, ne fait pas de doute, mais le grand nombre n'en restait pas moins peu concerné. De fait, les juifs sont encore à ce jour plus nombreux en diaspora qu'en Israël. En revanche, la non-émigration n'a pas empêché le développement d'un lien affectif fort avec un Etat dont la simple existence est devenue, avec le temps, un marqueur identitaire, donnant sens à l'être juif en une période de déclin de la pratique religieuse et d'effritement des traditions. En France aussi, ce nationalisme à longue distance n'a pas suscité d'émigration importante, avec 60 000 à 70 000 départs depuis 1948 et quelques pics dépassant rarement 2 000 par an.

En stigmatisant la France comme le pays d'un « antisémitisme déchaîné » et en appelant les juifs français à émigrer en Israël, Ariel Sharon a renoué avec l'un des fondements du sionisme originel, l'affirmation de la centralité d'Israël par rapport à la diaspora, quand bien même cette affirmation devait entrer en conflit avec les intérêts de cette dernière. Le lendemain, dans le même esprit, le porte-parole du gouvernement israélien déclarait que la place des juifs de France, mais aussi du monde entier, était en Israël.

En cette période de guerre et de crise économique en Israël, souligner le rôle primordial de ce pays, comme puissance tutélaire et lieu d'accueil, dans l'aide aux juifs français victimes de l'antisémitisme, visait sans doute à ranimer la flamme d'une idéologie sioniste affaiblie par des décennies de Realpolitik. Enfin, Israël assumait ce devoir de grand frère qu'il s'était assigné lui-même, quitte à prendre le risque de renforcer la peur des juifs de France face à la résurgence de l'antisémitisme, de réactiver implicitement le souvenir de ces années de la guerre, où ils avaient désespérément cherché un abri, et de les mettre en mauvaise posture dans un pays dont ils sont les citoyens.

Les clivages entre Israël et la diaspora ne datent pas d'hier. Face au juif nouveau en gestation dans le jeune Etat, puissant et victorieux, le juif de diaspora était décrit comme un être faible, courbé par une longue histoire de persécutions. En fait, la négation de la diaspora justifiait l'existence d'Israël. Avec le temps, cette négation s'est atténuée dans l'imaginaire israélien, qui cherche à renouer aujourd'hui avec ses origines diasporiques ou avec celles des ascendants, occultées par la rhétorique sioniste. Cette recherche fait désormais partie de la construction de l'identité de nombre d'Israéliens.

Par ailleurs, au rythme des guerres et des intifadas, en dépit de leur nationalisme, les Israéliens ont commencé à s'inquiéter sérieusement pour leur avenir. Dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, ils sont des centaines de milliers à avoir acquis la nationalité de pays de l'Est, ces pays mêmes où leurs parents ou grands-parents avaient vécu les affres de l'antisémitisme.

Nombreux sont ceux qui vont jusqu'à y investir dans l'immobilier, de crainte de devoir un jour quitter Israël. Sans oublier ceux qui gagnent les Etats-Unis en quête de meilleures opportunités économiques. Tout cela quand, de leur côté, un millier de juifs français achètent des appartements en Israël, eux aussi au cas où leur condition se détériorerait ici.

Ainsi le sionisme a-t-il échoué à créer une identité homogène. Cela n'était peut-être qu'un rêve, celui de tous les nationalismes. Le nouveau juif ressemble à l'ancien, il vit là où il vit et rêve d'un ailleurs. Comme le juif de diaspora qui, lui aussi, reste ancré dans son pays, mais rêve, dans l'autre sens, d'Israël. Si ce dernier permet de tenir debout le fragile édifice de l'identité juive en diaspora, l'identité israélienne n'est pas moins fragile et demeure fascinée par l'expérience de l'exil.

Par ailleurs, et plus prosaïquement, nombre d'Israéliens craignent, en cette période de récession, l'arrivée de juifs occidentaux qualifiés. Ils redoutent de devoir cohabiter dans les mêmes quartiers avec les Falachas, ces juifs noirs pauvres venus d'Ethiopie. Ils continuent à se plaindre des immigrés russes. Ils importent de la main-d'oeuvre étrangère non juive. Oui, les Israéliens se sont, en un sens, normalisés. Mais pas le sionisme, qui a bien du retard à rattraper sur les mentalités. La normalisation d'Israël passe aussi par sa démythification comme pays de tous les juifs, et des juifs seulement, et par la reconnaissance de l'expérience diasporique comme réalité autonome et positive, liée aux vicissitudes de l'histoire juive.

A la longue, faisant le deuil de cette immigration toujours possible, Israël serait porté à reconsidérer ses rapports avec les Palestiniens, partie intégrante de la région, bien plus en tout cas que des juifs d'Occident peu enclins à partir et à compromettre leur position dans leur pays. Ce deuil donnerait aussi une autre tournure à la relation des juifs de diaspora avec Israël, relation enfin dénuée de la

culpabilité de n'avoir pas émigré, et, par conséquent, plus aisément critique lorsque nécessaire. Une critique susceptible de se révéler salutaire pour Israël lui-même.

Nombreux sont les juifs en France à se définir à la fois comme citoyens et comme sionistes. Ils sont en fait plus « israélophiles », émotionnellement attachés à Israël, que sionistes. Ils vivraient sans doute cette condition de manière moins exacerbée si Israël renonçait à mettre ses diasporas sous pression, à les considérer comme des entités mineures à son service, utilisables jusqu'à la déstabilisation. L'antisémitisme doit être combattu par les citoyens et habitants de la France dans leur ensemble, dans le cadre d'une lutte globale contre le racisme.

Il est temps que M. Sharon et ses pairs revoient leur copie sur ce point et sur quelques autres, s'ils veulent éviter l'irréparable : la rupture, à la longue, entre la diaspora et Israël, en raison d'une incompatibilité d'intérêts.